L'aménagement et l'urbanisme : disciplines de l'interface, interdisciplines

Planning (urban, regional, etc.), a discipline at the interface, an interdiscipline

Sabine Barles

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/4043>

DOI : 10.4000/ress.4043

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 25 mai 2018

Pagination : 203-218

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Sabine Barles, « L'aménagement et l'urbanisme : disciplines de l'interface, interdisciplines », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 56-1 | 2018, mis en ligne le 25 mai 2021, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ress/4043> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.4043>

L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME : DISCIPLINES DE L'INTERFACE, INTERDISCIPLINES

SABINE BARLES

Université Paris-I Panthéon-Sorbonne
sabine.barles@univ-paris1.fr

Résumé. Interrogeant le périmètre de l'aménagement et de l'urbanisme, le texte tente de définir ces deux champs de recherche (et d'action) comme des disciplines d'interface tant par leur objet que par les théories, concepts et notions qu'elles convoquent. Si elles s'ancrent dans les sciences sociales, elles ne peuvent ignorer la matérialité puisque l'aménagement et l'urbanisme comme pratiques ou champs professionnels visent précisément la matérialité des sociétés à travers l'organisation de l'espace. En ce sens, ils peuvent être analysés comme des techniques, dans leur définition anthropologique, ce qui permet de dépasser le clivage existant entre techniques urbaines (qui renvoient à l'ingénierie) et aménagement et urbanisme (qui renvoient aux sciences sociales). Les savoirs qu'ils mobilisent ont par ailleurs considérablement évolué dans le temps et renvoient tant aux sciences sociales qu'aux sciences de la vie et de la terre et confirment, voire renforcent, le caractère d'interdiscipline de l'aménagement et de l'urbanisme, qui s'inscrivent dans une interface technique complexe.

Mots-clés : aménagement, interdisciplinarité, interface technique, urbanisme.

Abstract. By questioning the boundaries of spatial planning (at various levels, from city to regional planning), this paper considers this field of research (and of action) as a discipline at the interface, both by its object and by the theories, concepts and notions it uses. Spatial planning is rooted in the social sciences, but it cannot ignore the importance of materiality as it deals precisely with the materiality of societies through their spatial organisation. In that way, spatial planning can be analysed as a technique (considering the anthropological definition of technique). Such a perspective allows one to transcend the opposition between urban technology (which refers to engineering) and spatial planning (which refers to social sciences). Furthermore, the knowledge they both involve has considerably evolved through time and derives both from the social and the natural sciences: it confirms, and even reinforces, the interdisciplinary nature of spatial planning, which belongs to a complex technical interface.

Keywords: interdisciplinarity, regional planning, spatial planning, technical interface, urban planning.

INTRODUCTION

Où commencent et où s'arrêtent l'aménagement et l'urbanisme comme champs de recherche et d'action ? Répondre à cette question tient de la gageure, probablement plus encore dans le premier cas (champ de recherche) que dans le second (champ d'action), si bien que l'aménagement et l'urbanisme sont parfois confondus avec l'architecture, la géographie, le génie civil ou les études urbaines et que Klaus R. Kunzmann, fondateur dans les années 1980 de l'AESOP (*Association of European Schools of Planning*), pouvait encore écrire, en 2012, « *Planning as an independent discipline is still not fully recognized* » (Kunzmann, 2012). À cette difficulté s'en ajoute une autre, celle de définir ou plutôt d'identifier précisément les cadres théoriques qui fondent la recherche en aménagement et urbanisme qui semble butiner par ci par là plus que s'appuyer sur un corpus clairement identifié : on en aura un bon aperçu en assistant aux congrès annuels de l'AESOP (depuis 1987) ou bien aux rencontres internationales de l'APERAU (*Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en urbanisme*) qui se tiennent annuellement depuis 1999 pour ne citer que ces deux exemples. Pourtant, il semble bien qu'il y ait quelque chose de spécifique à ce champ, qui a ses formations, ses professionnels, ses chercheurs et enseignants-chercheurs, ses associations professionnelles ou savantes, ses revues¹. Il s'agira donc ici de tenter de définir le champ de l'aménagement et de l'urbanisme et ses spécificités en mettant l'accent sur son caractère interdisciplinaire et sur sa situation d'interface concrète, technique et scientifique. Si ce texte se nourrit d'une expérience de la recherche française, il puise aussi dans la littérature internationale, ce d'autant plus que malgré des spécificités locales, aménagement et urbanisme sont fondés sur un socle commun, et connaissent une forme

¹ Des revues telles que (liste non exhaustive) *Town Planning Review* (depuis 1910), *Urbanistica* (depuis 1932), *Environment and Planning* (depuis 1969), *Progress in Planning* (depuis 1973), *Journal of Planning Education and Research* (depuis 1981), *Cities, an International Journal of Urban Policy and Planning* (depuis 1983), *Planning Perspectives* (depuis 1986), *European Planning Studies* (depuis 1993), *International Planning Studies* (depuis 1996), *Journal of Planning History* (depuis 2002), *Planning Theory & Practice* (depuis 2000), *Planning Theory* (depuis 2002). On peut aussi citer, pour la France, *Urbanisme* (depuis 1932), les *Annales de la recherche urbaine*, qui dépasse un peu le cadre de l'urbanisme (depuis 1978) et la jeune *Revue internationale d'urbanisme* (depuis 2015).

d'internationalisation liée à la mondialisation qui n'est d'ailleurs pas sans être questionnée dans ses fondements et ses effets².

I. L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME : QUELQUES DÉFINITIONS ET LEUR CONSÉQUENCES

L'urbanisme est un terme récent, qui apparaît en 1910 dans son sens actuel en français³, quelques temps plus tard en italien sous la forme *urbanistica* (Calabi, 2000, p. 14) et en espagnol avec le terme *urbanismo*, qui succède dans ce pays à *urbanización*, introduit dès les années 1860 par Idelfonso Cerdá (García-Bellido, Coudroy de Lille, 2010, p. 1245), qui est lui-même considéré comme l'un des principaux fondateurs de la discipline. La terminologie diffère en allemand, où à urbanisme correspond peu ou prou *Städtebau* (construction de la ville), titre de deux ouvrages publiés en 1890 par Camillo Sitte et Josef Stübben respectivement, tout comme en anglais où trois termes (*urban, city, town*) sont accolés au mot *planning* au tournant des XIX^e et XX^e siècles (le terme *urbanism* tend à être de plus en plus usité, dans un sens qui s'approche parfois de celui qui est donné en français à urbanisation). Quoi qu'il en soit, la définition en varie peu de l'un à l'autre et lors de son entrée dans le dictionnaire *Larousse*, en 1922, elle se résume ainsi : « science ou théorie de l'aménagement des villes » (1922, t. 2, p. 1175), tandis que le *Dictionnaire de l'Académie française*, dans son édition des années 1930, indique qu'il s'agit de l'« Art de construire, de transformer, d'aménager les villes au mieux de la commodité, suivant les règles de l'esthétique et de l'hygiène. » (1932-1935). Françoise Choay, quant à elle, s'en tient, dans son anthologie de 1965, à la définition contemporaine du *Larousse* « science et théorie de l'établissement humain » (1965, p. 8). Le principal glissement qui s'est opéré dans la définition générique de l'urbanisme depuis consiste en l'abandon chez la plupart des auteurs des termes « science », voire « art », qui traduit une certaine désillusion à l'égard des productions de l'urbanisme, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, et bien que le

2 Parmi l'abondante littérature sur ce sujet, voir par exemple Sheppard *et al.*, 2013 ; et des éléments de synthèse critique dans Storper et Scott, 2016.

3 On le trouve en 1801 sous la plume de Louis-Sébastien Mercier, mais dans le sens de science de l'urbanité, *i.e.* de la politesse et des bons usages.

Larousse ne tranche pas puisque la définition qu'il en donne aujourd'hui dans son édition en ligne est « Art, science et technique de l'aménagement des agglomérations humaines. » Ainsi, dans la dernière édition du *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* (Merlin et Choay, 2015 [1988]), Choay souligne que « le projet d'une discipline autonome, ayant pour vocation de gérer et produire l'espace bâti de façon scientifique, apparaît aujourd'hui comme un leurre » (Choay, 2015 [1988], p. 796), et la plupart des textes, même lorsqu'ils revendiquent le terme de discipline, restent prudents quant à l'adjectif « scientifique ». De tout ceci, on retiendra que l'urbanisme a pour vocation « l'organisation spatiale des établissements humains » (*ibid.*, p. 792), ce qui rejoint la définition du *town planning* par le dictionnaire en ligne Collins : « *the comprehensive planning of the physical and social development of a town, including the construction of facilities* ».

Le terme « aménagement » est plus récent dans l'acception que nous lui donnons ici. « Action volontaire d'un groupe social pour organiser, voire transformer l'espace dans le but d'engendrer des effets positifs pour la société » (Santamaria, 2016, p. 16), il est consubstantiel à l'urbanisme lorsqu'il porte sur les villes ou des parties de villes, ou plus autonome lorsqu'il travaille des territoires plus vastes ou réputés non urbains. Il a surtout donné, en France et à partir des années 1950, l'aménagement du territoire, portant sur l'ensemble du territoire national et porté par l'État, bien que cette pratique, comme le rappelle Pierre Merlin, soit dans les faits bien plus ancienne en France et ailleurs (Merlin, 2015 [1988], p. 42). On retrouve en anglais le terme *planning* agrémenté d'autres adjectifs que ceux mentionnés plus haut : *rural*, *regional*, *spatial*, etc., de même en italien avec le terme *pianificazione*, et *Raumplanung* (planification spatiale) en allemand. L'aménagement et l'urbanisme ne diffèreraient donc que par l'échelle d'intervention et par le caractère non exclusivement urbain des actions d'aménagement. Cela dit, si l'on admet (mais le faut-il ?), en suivant Neil Brenner (2014), que l'urbain est généralisé, toute action d'aménagement deviendrait une action d'urbanisme. Ce sont les raisons pour lesquelles la suite du texte sera par mesure de simplicité plus axée sur l'urbanisme que sur l'aménagement, en faisant l'hypothèse des principes communs qui guident l'un et l'autre, voire de la substitution possible de l'un à l'autre du fait de la généralisation de l'urbain.

Domaine d'action voué à l'organisation des établissements humains, l'urbanisme constitue aussi un champ de recherche qui aborde en tout ou partie cette action en interrogeant les acteurs, les origines, les motivations, les modalités, les processus sous-jacents, les effets attendus ou inattendus, les rapports de pouvoir, controverses ou luttes qui y sont associés, etc. À ce titre, il est doublement en position d'interface : interface par l'objet même puisqu'il se situe à la rencontre de la société et de l'espace, interface des théories et cadres d'analyse qu'il convoque : le bref inventaire que nous venons de proposer renvoie à un ensemble varié de sciences sociales ; implicitement, il en mobilise aussi d'autres, dès lors que l'espace entre dans l'équation de l'aménagement et de l'urbanisme.

2. L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME : DES TECHNIQUES

Situés à l'interface de la société et de l'espace, aménagement et urbanisme comme domaines d'action possèdent une dimension matérielle qu'il convient de ne pas omettre. Ce constat incite à les considérer comme des techniques au sens anthropologique du terme, tel que proposé par Marcel Mauss, André Leroi-Gourhan, et d'autres dans leur sillage, parmi lesquels François Sigaut. Le premier « appelle technique un acte traditionnel efficace » (Mauss, 1935, p. 278) – ici l'adjectif « traditionnel » renvoie, comme le précise Mauss, à la notion de transmission, qui caractérise les techniques humaines. Sigaut, après avoir rappelé que « l'homme est un animal technique » (2013, p. 13), insiste, en se fondant notamment sur Leroi-Gourhan, sur la dimension matérielle de l'efficacité, dont la recherche est l'objet de la technique. Il ajoute qu'elle est « définie par l'évidence de ses effets matériels, l'action technique existe alors comme catégorie pertinente dans toutes les sociétés et dans toutes les cultures, que cette catégorie soit explicitée ou non » (*ibid.*, p. 64). Ainsi, comme le précise Pierre Lemonnier, « une technique est une action socialisée sur la matière, mettant en jeu les lois de la physique » (1991, p. 697).

En restant dans le champ anthropologique, la technique peut ainsi être définie comme un acte intentionnel, ayant un objectif défini et (au moins) une dimension matérielle ; cet acte met en jeu l'homme (ou des hommes) et son (leur) environnement ; il est par essence socialisé. Si maintenant l'on admet que

l'urbanisme est l'acte – en tant que «manifestation concrète des pouvoirs d'agir d'une personne, ce que fait une personne⁴» que l'on peut aisément étendre à un ensemble de personnes, à une institution – ou un ensemble d'actes qui visent à «l'organisation spatiale des établissements humains» (Choay, 2015 [1988], p. 792), alors il est possible d'avancer qu'il constitue une technique. Il s'agit bien d'une action volontaire, dont un objectif général est défini, qui est socialement construite. Cette action se fait sur l'espace matériel, qu'il soit ou pas déjà urbanisé, qu'elle contribue à transformer. Elle modifie donc l'environnement, que celui-ci soit au centre de cette action, c'est-à-dire lorsque ce sont les objectifs environnementaux de l'urbanisme qui sont visés, ou qu'il soit l'instrument mis au service d'un autre but, lorsque ce sont par exemple les objectifs sociaux de l'urbanisme qui justifient l'action. À titre d'exemple, une opération de rénovation urbaine telle que portée par l'agence du même nom en France⁵ n'a pas à proprement parler d'objectif environnemental (en tout cas, s'il existe, celui-ci n'est pas central), mais se traduit par des actions matérielles de grande importance (démolition, reconstruction, etc.) et modifie radicalement l'environnement par la mise en œuvre d'un projet urbain spécifique dont les attendus sont avant tout sociaux et que l'action sur la matière permet d'atteindre (en théorie sinon dans les faits).

Reconnaître la dimension technique de l'aménagement et de l'urbanisme n'a pas vocation à les réduire à ce qui est communément désigné comme les techniques de l'aménagement et de l'urbanisme qui réunissent l'ensemble des outils permettant la pratique de ces deux domaines⁶, mais prend acte de leur situation à l'interface entre société, espace et matière, la technique pouvant aussi être considérée, en suivant Martin Melosi, comme le médium entre société

4 *Trésor de la langue française informatisé (TLFi)*, «acte», [en ligne]: <<http://www.cnrtl.fr/definition/actes>>.

5 L'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) est un établissement public qui contribue depuis 2003 au financement de près de quatre cents projets de rénovation (visant essentiellement des ensembles de logements sociaux) dans des secteurs en difficulté, qualifiés de «zones urbaines sensibles», en France.

6 Voir par exemple: Merlin, 1995; ou encore le site du CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement): «Les outils de l'aménagement»: <<http://www.outil2amenagement.certu.developpement-durable.gouv.fr>>.

et environnement (2000, p. 6) et les «villes comme des processus sociotechniques» (Graham et Marvin, 2001, p. 10). C'est aussi une façon de mettre l'accent sur la dimension de l'action qui en est constitutive – et qui est une des raisons pour lesquelles on ne peut confondre études urbaines (*urban studies*) et urbanisme –, et de dépasser le clivage souvent mis en avant entre technique et urbanisme (Barles, 2015). Tandis que l'urbanisme se baserait sur les sciences sociales, la première renverrait à des champs distincts : le génie urbain, les techniques urbaines, le génie civil urbain en français, l'*urban engineering* ou le *municipal engineering*, ou plus généralement le *civil engineering* en anglais, tels qu'ils se sont constitués depuis le XIX^e siècle, fondés sur les sciences appliquées ou sciences pour l'ingénieur, dédiés à la matérialité urbaine notamment à travers les infrastructures⁷. Le dépassement de ce clivage constitue à la fois un enjeu de recherche et d'action, puisqu'il permet à la fois de socialiser l'ingénierie urbaine et de matérialiser l'urbanisme, et d'envisager l'interface technique à laquelle ils contribuent tous deux (voir *infra*).

3. L'INCORPORATION MATÉRIELLE DE L'INTERDISCIPLINARITÉ

En tant que techniques, l'aménagement et l'urbanisme mobilisent des savoirs et des savoir-faire qui contribuent à la définition de leurs enjeux (quelle efficacité recherche-t-on, par rapport à quoi ?) et à celle de leurs dispositifs d'action ; ils puisent tant aux sciences sociales qu'aux sciences physiques, bien que cette seconde parenté soit peu mise en avant ou renvoie, comme nous venons de le signaler, à d'autres registres de l'action inscrits dans l'ingénierie. Cette base interdisciplinaire a été fondatrice de l'urbanisme qui a par exemple largement puisé à la chimie, à la médecine, à la mécanique avant même d'être nommé et a en quelque sorte été incorporée, pour reprendre l'expression de

7 La charte royale qui fonde au Royaume-Uni l'*Institution of civil engineering* le 3 juin 1828 indique ainsi : «*the profession of a Civil Engineer, being the art of directing the great sources of power in Nature for the use and convenience of man, as the means of production and of traffic in states both for external and internal trade, as applied in the construction of roads, bridges, aqueducts, canals, river navigation and docks, for internal intercourse and exchange, and in the construction of ports, harbours, moles, breakwaters and lighthouses, and in the art of navigation by artificial power for the purposes of commerce, and in the construction and adaptation of machinery, and in the drainage of cities and towns*» (ICE, 2016). Cette partie de la charte n'a pas changé depuis.

Jean-Yves Toussaint (2009), dans les dispositifs qu'il met en œuvre si bien que les sciences se matérialisent dans l'urbanisme.

La médecine en est un exemple particulièrement illustratif⁸. Au XVIII^e siècle, le discours médical, souvent fondé sur le traité d'Hippocrate *Des eaux, des airs et des lieux*, fait de la ville le lieu de toutes les corruptions. Si la dimension morale n'en est pas absente, c'est avant tout l'environnement urbain en tant que source de morbidité et de mortalité qui est dénoncé (Fortier, 1975 ; Barles, 1999). Ce point de vue est largement repris par ceux qui pensent et font la ville (qui ne sont pas encore qualifiés d'urbanistes) : ingénieurs, architectes, savants de tout poil. Les « considérations sur la distribution vicieuse des villes et sur les moyens de la rectifier » de l'architecte Pierre Patte (1769, p. 1-70), pour ne citer qu'elles, résument de façon à la fois synthétique et exhaustive ces préoccupations et proposent un projet de transformation de l'organisation spatiale des villes fondé notamment sur la recherche de la salubrité et sur le discours médical. Le développement de l'hygiénisme au XIX^e siècle poursuit et met en œuvre ce projet, si bien qu'une bonne partie des règles concernant la distribution urbaine ou le dimensionnement des logements encore utilisées aujourd'hui sont issues de ces impératifs hygiénistes. Elles constituent la traduction dans le jeu de variables de l'urbanisme (largeur, surface, hauteur, volume, répartition spatiale) des enjeux médicaux. Lorsqu'elles ne sont plus en vigueur, ces règles sont encore inscrites dans l'espace du fait de l'inertie des dispositifs techniques en question, des bâtiments, des infrastructures et de la trame urbaine.

Si la médecine a grandement contribué à « faire » les techniques urbaines et donc l'urbanisme, force est de constater qu'elle s'est progressivement retirée de la ville, comme, pour des raisons un peu différentes, la chimie (Barles, 1999 et 2005). Pourtant, elle (la médecine) est toujours bien présente dans son expression matérielle. Il serait ainsi important de mieux comprendre comment ce transfert s'opère des enjeux (ici médicaux) aux dispositifs (le dimensionnement des logements, celui des rues). Cette épistémologie, qui n'est pas exactement de la sociologie des techniques ou de la sociologie des sciences, semble d'autant

8 D'autres pourraient être donnés, mais la place nous manque pour les développer ici.

plus importante lorsque certains enjeux sont réactivés : si l'on parle aujourd'hui d'urbanisme de santé⁹, on peut se demander quelles seront les modalités d'incorporation de ces enjeux renouvelés (et leurs conséquences) dans un urbanisme que la médecine a partiellement défini avant de l'oublier.

Un autre exemple peut-être trouvé dans les réflexions conduites sur l'écologie urbaine dans toutes ses dimensions ou plus prosaïquement sur l'environnementalisation de l'urbanisme, qui interroge à nouveau les relations entre urbanisme et sciences, et plus généralement les variables de l'urbanisme. En effet, si les sciences de la vie sont, comme nous venons de l'indiquer, constitutives de l'urbanisme, force est de constater qu'il s'en est largement dessaisi, sa dimension matérielle s'étant progressivement limitée à un espace conçu comme abiotique, plat, sans qualités autres que géométriques. L'urbanisme associe ainsi un ensemble vaste et complexe de variables sociales, à un ensemble réduit de variables matérielles contenues dans le terme « espace ». Pourtant, le Code français de l'urbanisme, modifié en 2009, donne une ambition bien plus vaste à ce champ :

Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. (Code de l'Urbanisme, art. L110, modifié par la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 dite Grenelle 1).

9 Denis Bard, professeur de santé publique à l'École des hautes études en santé publique de Rennes, communication personnelle, avr. 2016. Voir aussi les deux guides oubliés respectivement par l'Organisation mondiale de la Santé en 2000 et la Direction générale de la Santé française en 2014.

On voit ainsi apparaître de nouveaux enjeux, associés à de nouvelles variables (la biodiversité, le changement climatique, la protection des milieux, l'économie des ressources, etc.) qui renvoient à des disciplines scientifiques que l'urbanisme a mises de côté (la chimie) ou n'a jamais mobilisées, à de rares exceptions près, et très peu en France (l'écologie scientifique). Là encore, la question de leur incorporation se pose pour la recherche comme pour l'action¹⁰ : pour s'en tenir à la biodiversité, l'assimilation de la trame verte et bleue à une infrastructure (dédiée à la circulation des espèces animales et végétales) montre bien la difficulté pour l'aménagement et l'urbanisme à sortir de leurs variables de base et les enjeux épistémologiques du «transfert du concept de biodiversité de l'écologie vers l'aménagement du territoire» (Franchomme et al., 2013).

4. L'INTERFACE TECHNIQUE

Tout ceci amène à proposer une conception étendue de l'aménagement et de l'urbanisme, pour lesquels il serait possible de mobiliser la notion d'interface technique telle que développée par le philosophe Gérard Chazal, cet «ensemble de liens qui réagissent entre eux et sur ce qu'ils relient» (2002, p. 268-269) dont le nom (interface) est volontairement emprunté à l'informatique. Cette notion, qui enrichit celle de technique, permet de rendre compte de l'épaisseur de plus en plus grande des «mondes intermédiaires» (pour reprendre l'expression de Chazal en sous-titre de l'ouvrage) qui existe entre le citoyen et son environnement. L'interface technique «peut être active et intervenir aussi bien sur ce dont elle assure la transmission que sur les termes qu'elle relie» (Chazal, 2012, p. 56) et se caractérise historiquement par «un détachement progressif et accéléré» (*ibid.*, p. 57) du corps. Prenant l'exemple de l'automobile qui est loin d'être étrangère à l'aménagement et à l'urbanisme, Chazal note que c'est finalement «tout un système complexe de dispositifs techniques qui s'interpose entre nous et le chemin» (*ibid.*, p. 64). Celui-ci ne se résume pas au véhicule, mais incorpore l'industrie automobile qui en est à l'origine, les techniques routières

10 C'est aussi ce que notent Mike Hodson et Simon Marvin lorsqu'ils écrivent : «*There are then a range of critical pressures to re-internalise energy and other infrastructure flows within the conception of urban development.*» (2010, p. 311).

qui l'accompagnent, les raffineries de pétrole qui lui permettent de se mouvoir et lui fournissent une partie de ses matières premières, etc.

Il serait ainsi possible d'affirmer que l'aménagement et l'urbanisme font partie d'une même interface technique en ce qu'ils contribuent à organiser les relations des humains à l'espace et à l'environnement, ainsi que les relations entre humains via l'espace et l'environnement. L'intérêt de la mobilisation de cette approche, qui rejoint partiellement celle de la sociologue Elizabeth Shove dans son analyse des pratiques (Shove et al. 2012 ; Shove et al. 2015¹¹), est multiple. Elle met l'accent sur la dimension matérielle des mondes intermédiaires et permet de ne pas faire de la matérialité une composante exogène de l'aménagement et de l'urbanisme ; elle permet par là d'insister sur l'entrelacement de leurs dimensions sociales et matérielles. Dans un autre registre, elle acte le fait que l'aménagement et l'urbanisme s'inscrivent dans une interface plus vaste qu'eux, voire permet de repenser leurs limites, comme nous le suggérons plus haut. Du processus de classification, cloisonnement, spécialisation engagé depuis la Renaissance, et qui touche tant les métiers que les sciences et les espaces, lieux et milieux, les citadins que les autres humains (et le vivant tout entier), de la taylorisation des villes (Magri et Topalov, 1987) résultent des dispositifs techniques et des espaces dédiés qui traduisent la division socio-spatiale du travail. L'aménagement et l'urbanisme s'inscrivent dans ce processus qui entérine la scission (non sans ambiguïtés, comme le remarquait Kunzmann (voir *supra*) avec l'ingénierie et l'architecture dont l'analyse et les implications n'ont pas été menées à leur terme. Si les urbanistes, les aménageurs, les architectes et les ingénieurs agissent, au moins partiellement, au sein de la même interface dédiée à l'organisation de l'espace et des milieux de vie, alors leurs actions, dont l'ensemble constituerait la politechnique (Guillermé, 1995, p. 41) méritent une attention commune.

11 Par exemple lorsqu'elle écrit, avec Matt Watson et Nicola Spurling: «*In other words, planners have a distinctive role in shaping infrastructures but the sources of change in what people do, in how practices connect and in the energy demands that follow cannot be simply attributed either to infrastructures in isolation or to those who make them and keep them in working order.*» (Shove et al., 2015).

Par ailleurs, la notion d'interface technique permet de situer l'action des urbanistes et des aménageurs professionnels (ou plus généralement des *politechnici* professionnels, en référence à ce qui précède) au sein d'un ensemble plus important d'actions qui concourent à l'organisation et à la transformation de l'espace et par conséquent aux processus d'urbanisation. Historiquement, l'urbanisme est attaché à la part de ces processus qui résulte de l'action non seulement volontaire, mais aussi organisée et instituée (de l'État, des collectivités), et les premiers théoriciens de l'urbanisme ont eu pour objectif la définition, la maîtrise, l'orientation de l'urbanisation¹². Ce terme est d'ailleurs introduit par Idelfonso Cerdà dans le traité fondateur de l'urbanisme : *Teoría general de la urbanización* (1867), précisément avec le sens que nous donnons à urbanisme (voir *supra*), mais s'en est progressivement détaché pour désigner l'extension des espaces urbanisés et la croissance de la population urbaine (ou leur diminution, on parlera dans ce cas de désurbanisation, terme moins usité). Force est de constater que l'urbanisme institué n'a pas, dans les faits, organisé ni dicté ces processus qui lui ont souvent échappé, notamment parce que d'autres actions sont entrées en ligne de compte. Il faudrait alors accepter de considérer ceux qui en sont à l'origine – habitants, collectifs, opérateurs privés, professionnels d'autres secteurs que celui de l'urbanisme « officiel », etc. – lorsque l'on parle d'urbanisme¹³ et finalement embrasser tous les acteurs de l'urbanisation. La recherche en urbanisme ne se confondrait pas pour autant avec la recherche sur l'urbanisation, parce qu'elle garderait comme point d'entrée l'action.

- 12 Ce que l'on retrouve bien dans la définition de l'urbanisme donnée par Calabi: « *una disciplina tesa al controllo della crescita e della trasformazione spaziale degli insediamenti urbani con pretese scientifiche e globalizzanti; essa si propone di risolvere i conflitti sociali, mettendo a punto un progetto di organizzazione tecnica della città e di regolamentazione dell'uso del suolo, in una ripartizione logica degli ambiti pubblico e privato.* » (2000, p. 10).
- 13 Voir à ce sujet le compte rendu de la 5^e journée d'étude de la démarche prospective nationale de urbaine, « Les fabriques urbaines en questions » (Paris, CNRS, 18 mai 2016), qui illustre l'intérêt de la prise en compte de ces acteurs non conventionnels.

CONCLUSION

Discipline d'interface, l'aménagement et l'urbanisme constituent un champ de recherche et d'action aux limites floues, la seule exigence qu'on pourrait lui imposer étant de ne jamais perdre de vue son objet singulier : la rencontre de la société et de l'espace – que l'on qualifierait plus volontiers de milieu – et l'organisation de l'un pour l'autre selon une action volontaire. Comme domaine d'action, il peut être qualifié de technique, technique qui s'inscrit dans une interface complexe dont la recherche en aménagement et urbanisme devrait s'emparer. À ce titre, elle est nécessairement interdisciplinaire. Cette interdisciplinarité est radicale : elle ne se limite pas aux sciences sociales, mais en appelle aussi aux sciences de la nature. Il en serait alors de l'aménagement et de l'urbanisme comme des « écotones » en écologie : zones de transition entre deux écosystèmes, marquées par l'interpénétration des milieux, mais possédant « des caractéristiques écologiques spécifiques qui les différencient de l'un et de l'autre des écosystèmes dont ils marquent la limite. En particulier, leur communauté possède une richesse spécifique supérieure à celle des deux écosystèmes qui s'y affrontent » (Ramade, 2002 [1993], p. 259). L'interface, comme l'écotone, n'est ni l'un, ni l'autre, ni l'un ou l'autre, mais tient et se nourrit de l'un et de l'autre, auxquels elle contribue en retour. Étant toujours en recomposition et en mouvement, elle ne produit pas de cadre stable. L'inconfort qui en résulte pour le chercheur ne vaut que parce qu'il est la condition du travail à l'interface.

BIBLIOGRAPHIE

- BARLES S., 1999, *La Ville délétère : Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Seyssel, Champ Vallon.
- , 2005, *L'Invention des déchets urbains, France, 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon.
- , 2015, « L'urbanisme, le génie urbain et l'environnement : une lecture par la technique », *Revue internationale d'urbanisme*, 1, [en ligne, consulté le 15 juillet 2017] : <<http://riurba.net/Revue/lurbanisme-le-genie-urbain-et-lenvironnement-une-lecture-par-la-technique>>.

- BRENNER N., 2014, *Implosions/explosions. Towards a Study of Planetary Urbanization*, Berlin, Jovis.
- CALABI D., 2000, *Storia urbanistica europea. Questioni, strumenti, casi esemplari*, Turin, Paravia.
- CERDA I., 1867, *Teoría general de la urbanización*, Madrid, Imprenta española.
- CHAZAL G., 2002, *Interfaces. Enquêtes sur les mondes intermédiaires*, Seyssel, Champ Vallon.
- , 2012, «L'automobile comme interface technique», in D. Parocchia, V. Tirloni (dir.), *Formes, systèmes et milieux techniques après Simondon*, Lyon, J. André, p.55-70.
- CHOAY F., 1965, *L'Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Paris, Éditions du Seuil.
- , 2015 (1988), art. «Urbanisme», in MERLIN et CHOAY, 2015 (1988), p.797-802.
- DESJARDINS X. et GENEAU DE LAMARLIÈRE I. (dir.), 2016, *L'Aménagement du territoire en France*, 2^e éd., Paris, La Documentation française.
- Dictionnaire de l'Académie française*, 1932-1935, 8^e éd., Paris, Hachette, [en ligne, consulté le 15 juillet 2015]: <<http://atilf.atilf.fr/academie.htm>>.
- FORTIER B. (dir.), 1975, *La Politique de l'espace parisien (à la fin de l'ancien régime)*, Paris, Comité pour la Recherche et le Développement en Architecture (CORDA).
- FRANCHOMME M., BONNIN M. et HINNEWINKEL Ch., 2013, «La biodiversité "aménage-t-elle" les territoires? Vers une écologisation des territoires», *Développement durable et territoires*, 4-1, [en ligne, consulté le 6 août 2017]: <<http://developpementdurable.revues.org/9749>>.
- GARCIA-BELLIDO J., COUDROY DE LILLE L., 2010, «Urbanización», in Ch. Topalov, L. Coudroy de Lille, J.-Ch. Depaule, B. Marin (dir.), *L'Aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, p. 1243-1248.
- GRAHAM S. et MARVIN S., 2001, *Splintering Urbanism: Networked Infrastructures, Technological Mobilities and the Urban Condition*, Londres et New York, Routledge.
- GUILLERME A., 1995, *Bâtir la ville. Révolutions industrielles dans les matériaux de construction, France-Grande Bretagne, 1760-1840*, Seyssel, Champ Vallon.

- HODSON M. et MARVIN S., 2010, «Urbanism in the Anthropocene: Ecological Urbanism or Premium Ecological Enclaves?», *City: Analysis of Urban Trends, Culture, Theory, Policy, Action*, 14-3, p. 298-313.
- ICE – THE INSTITUTION OF CIVIL ENGINEERS, 2016, *Royal Charter, By-Laws, Regulations and Rules*, Londres, ICE, [en ligne, consulté le 7 juillet 2017]: <<https://www.ice.org.uk/about-ice/who-runs-ice/royal-charter>>.
- KUNZMANN K.R. «Giving birth to AESOP», [en ligne, consulté le 5 juillet 2017]: <http://www.aesop-planning.eu/en_GB/what-is-planning>.
- LAROUSSE P., 1922, *Larousse universel en 2 volumes, nouveau dictionnaire encyclopédique*, publié sous la direction de Claude Augé, 2 tomes, Paris, Librairie Larousse.
- LEMONNIER P., 1991, art. «Technique», in P. Bonte et M. Izard (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, 3^e éd., 2004 (1991), Paris, PUF, p. 697-698.
- MAGRI S. et TOPALOV Ch., 1987, «De la cité-jardin à la ville rationalisée. Un tournant du projet réformateur (1905-1925) dans quatre pays», *Revue française de sociologie*, 28-3, p. 417-451.
- MAUSS M., 1935, «Les techniques du corps», *Journal de Psychologie*, 32- 3/4, p. 271-293.
- MELOSI M. V., 2000, *The Sanitary City: Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore / Londres, The Johns Hopkins University Press.
- MERLIN P., 2015 (1988), art. «Aménagement du territoire», in MERLIN et CHOAY, 2015 (1988), p. 42-47.
- , 1995, *Les Techniques de l'urbanisme*, Paris, PUF.
- et CHOAY F. (dir.), 2015 (1988), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, 8^e éd., Paris, PUF.
- PATTE P., 1769, *Mémoire sur les objets les plus importants de l'architecture*, Paris, Rozet.
- RAMADE F., 2002 (1993), *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, 2^e éd., Paris, Dunod.
- SANTAMARIA F., 2016, art. «Origines et fondements de l'aménagement du territoire en France», in DESJARDINS X. et GENEAU DE LAMARLIERE I., p. 15-29.
- SHEPPARD E., et al., 2013, «Provincializing Gloval Urbanism: A Manifesto», *Urban Geography*, 34-7, p. 893-900.

- SHOVE E., WATSON M. et SPURLING N., 2015, « Conceptualising Connections: Energy Demand, Infrastructures and Social Practices », *European Journal of Social Theory*, 18-3, p.274-287.
- SHOVE E., PANTZAR M. et WATSON M., 2012, *The Dynamics of Social Practice: Everyday Life and how it Changes*, London, SAGE.
- SIGAUT F., 2013, *Comment Homo devint faber, comment l'outil fit l'homme*, Paris, CNRS Éditions.
- STORPER M. et SCOTT A. J., 2016, « Current Debates in Urban Theory: A Critical Assessment », *Urban Studies*, 53-6, p. 1114-1136.
- TOUSSAINT J.-Y., 2009, « Les usages et les techniques », in J.-M. Stébé et H. Marchal (dir), *Traité sur la ville*, Paris, PUF, p.461-512.